



Agence MCA-Morocco

Pour le compte du :

Gouvernement du Royaume du Maroc

Sélection de Consultant Individuel Chargé d'appuyer la Direction FONZID dans le volet lié aux Infrastructures

ICS/MCA-M/LI-35/COMPACT

11 Mai 2020

Table des matières

- 1. Lettre d’invitation**
- 2. Termes de référence**
- 3. Critères d’évaluation**
- 4. Pièces du dossier de proposition**
 - 4.1 Demande/Lettre de couverture
 - 4.2 Curriculum Vitae
 - 4.3 Formulaire de soumission de la Proposition financière

Conditions du Contrat et Contrat

- Appendice A : Description des services et Rapports
- Appendice B : Curriculum vitae de l’expert
- Appendice C : Coordonnées bancaires du Consultant
- Appendice D : Conditions financières

1. Lettre d'invitation

Rabat, Maroc le 11 Mai 2020

Sélection d'un consultant Individuel Chargé d'appuyer la Direction FONZID dans le volet lié aux Infrastructures.

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC à ce programme de coopération s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain.

Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Le projet « Productivité du foncier »

Le projet « Productivité du foncier » vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

L'activité « Gouvernance du foncier » (10,5 millions \$) permettra d'appuyer le Gouvernement dans (i) l'élaboration d'une stratégie foncière nationale et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation de cette stratégie par tous les acteurs ; et (ii) la mise en œuvre des actions prioritaires dudit plan d'action.

L'activité « Foncier industriel » (127 millions \$) porte sur la mise en œuvre de trois composantes : (i) la création du Centre d'expertise pour le développement du foncier industriel (CEDFI) ; (ii) la conception d'un nouveau modèle de développement de parcs industriels durables et de revitalisation de zones industrielles existantes, tiré par la demande du marché et privilégiant le partenariat public-privé et la durabilité environnementale et sociale. Ce modèle sera mis en œuvre, à titre pilote, dans trois zones industrielles ; et (iii) la mise en place d'un fonds pour les zones industrielles durables (FONZID) visant à soutenir des projets améliorant la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles.

L'activité « Foncier rural » (33 millions \$) a pour objectif de développer une nouvelle procédure optimisée et simplifiée pour la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le dahir n° 1-69-30 du 25 juillet 1969 en propriétés individuelles au profit des ayants droit (opération connue sous le nom « melkisation »). Cette procédure optimisée sera mise œuvre, à titre pilote, sur une superficie de 46.000 hectares de terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb.

Cette Lettre d'invitation vient compléter l'Avis général de passation des marchés qui a été publié le 09 Mars 2020 dans dgMarket, la presse locale et dans la base de données en ligne UN Development Business (« UNDB »).

Résumé des services :

L'Agence MCA-Morocco invite par la présente les Consultants individuels, éligibles pour **appuyer MCA-Morocco dans la gestion et la supervision technique du volet infrastructure pour les activités du Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID)**, à soumettre une proposition technique et une proposition financière à cet effet.

Durée du Contrat

La durée d'exécution des prestations objet de la présente consultation est de 24 Mois. L'exécution de la mission s'étale sur la période allant de la date de notification de l'ordre de service de commencer la mission jusqu'à la fin du Compact, soit jusqu'au 30 Juin 2022. Le niveau d'effort est de l'ordre de 20 jours/homme par mois.

Les qualifications requises du Consultant individuel sont comme suit :

- Un diplôme d'ingénieur d'Etat en Génie Civil ou équivalent ;
- Une expérience minimum de 10 ans dans la gestion des projets et la gestion des Consultants et des Cabinets dans des domaines des voiries et réseaux divers (VRD) et de bâtiment, à savoir : (i) le suivi des projets et la revue des livrables (ii) vérification de la conformité aux spécifications des contrats (iii) suivi des réalisations ;
- Une expérience confirmée dans l'étude et/ou le suivi des travaux de zones industrielles, lotissements ou de bâtiments industriels est souhaitée ;
- Une expérience confirmée avec des organismes internationaux ou des bailleurs de fonds serait appréciée ;
- Une connaissance approfondie du marché marocain dans le domaine des constructions, et une expérience dans la préparation des budgets pour des projets d'aménagement (VRD) et de construction ;
- Une capacité de travailler en parfaite autonomie et en équipe avec des responsables de l'Administration publique dans un environnement multiculturel et multidisciplinaire et de gérer les diverses parties prenantes ;
- Maîtrise du français (écrit et oral) ;
- Des connaissances en informatique notamment le traitement de texte, les tableurs, l'internet/messagerie électronique, la maîtrise des logiciels de CAO-DAO (Autocad) ou de planification (MS Projet) est un atout ;

Procédure de sélection : Les Consultants seront sélectionnés conformément aux procédures

de sélection des Consultants individuels définies dans les Directives en matière de Passation des marchés du Programme de MCC (Section P.1.B.3.10 du PPG) disponibles sur le site web de la MCC (www.mcc.gov).

Le processus de sélection comprend trois étapes :

- Une première étape de sélection sur la base du CV, les qualifications et l'expérience les plus appropriées en se basant sur les critères énoncés dans la présente lettre d'invitation ;
- A la discrétion de l'Agence MCA-Morocco, et si nécessaire, une deuxième étape d'entretien. Le(s) consultant(s) qualifié(s) à l'issue de la première étape, sera(ont) invité(s) à un entretien pour confirmer ses (leurs) qualifications et son (leur) aptitude à mener à bien la mission ;
- La troisième étape consistant en l'analyse de la proposition financière du Consultant retenu après les étapes précédentes.

L'attribution du contrat sera faite sous réserve de négociations fructueuses et d'une analyse du caractère raisonnable du prix.

Les Consultants individuels intéressés sont invités à soumettre **leur proposition technique** (comprenant les deux formulaires : **Demande/Lettre de couverture, CV**) et **leur proposition financière (Formulaire de soumission de la proposition financière)** dans des fichiers séparés. **Les propositions doivent être déposées** sur le lien : <https://www.dropbox.com/request/0JK74fJY7N9kW1cntXOa>, au plus tard le **25 Mai 2020 à 13h00mn.**

L'offre financière doit rester valide 60 jours après la date limite de soumission sus-indiquée.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Pour l'**Agence MCA-Morocco** :

M. Abdelghni LAKHDAR

2. Termes de référence

Agence MCA-Morocco
Pour le compte du :
Gouvernement du Royaume du Maroc

Projet : « Productivité du Foncier/ Zones Industrielles »
Composante : « Fonds des Zones Industrielles Durables - FONZID »

Termes de Référence

Marché N° : MCA-M/LI-35/Compact

Sélection d'un consultant Individuel Chargé d'appuyer la Direction FONZID dans le volet lié aux Infrastructures.

Mai 2020

Table des matières

1. Cadre général	8
1.1. Introduction	8
1.2. Le Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID)	9
1.2.1. Objectifs et résultats attendus du FONZID.....	9
1.2.2. Enveloppe budgétaire du FONZID	9
1.2.3. Projets retenus pour le financement du FONZID	9
2. Objet et consistance de la consultation :	10
2.1. Responsabilités générales :	10
2.2. Responsabilités spécifiques :	10
3. Qualifications requises.....	12
4. Durée, niveau d'effort estimé	12
5. Livrables et paiement	13
6. Documents mis à la disposition du consultant contractant	14
7. Confidentialité	14
8. Déplacement	14
9. Liste des projets :	15



1. Cadre général

1.1. Introduction

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC à ce programme de coopération s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain.

Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Le projet « Productivité du foncier » vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

L'activité « Foncier industriel » (127 millions \$) porte sur la mise en œuvre de trois composantes : (i) Réforme et assistance technique en matière de développement et de gestion des zones industrielles ; (ii) conception d'un nouveau modèle de développement de parcs industriels durables et de revitalisation de zones industrielles existantes, tiré par la demande du marché et privilégiant le partenariat public-privé et la durabilité environnementale et sociale. Ce modèle sera mis en œuvre, à titre pilote, dans trois zones industrielles ; et (iii) mise en place du Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID) visant à soutenir des projets améliorant la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles.

Un Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel est mis en place au sein de MCA-Morocco, afin d'appuyer la mise en œuvre de ces trois composantes.

Informations sur l'Agence MCA-Morocco :

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, l'Agence est chargée de la mise en œuvre du Compact II.

L'Agence MCA-Morocco est administrée par un Conseil d'orientation stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et assisté d'un comité de gestion dans la supervision de l'exécution du Compact II.

Les présents termes de référence portent sur l'apport d'une assistance technique au maître d'ouvrage (Direction de l'Infrastructure et Direction du projet « Fonds des Zones Industrielles Durables -FONZID- » au sein de l'Agence MCA-Morocco) pour le suivi de l'exécution des prestations relatives à l'activité « Fonds des Zones Industrielles Durables -FONZID- » et en particulier l'évaluation foncière et vénale des projets soumis pour le financement du FONZID.

1.2. Le Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID)

Le FONZID est une composante de l'activité « Foncier industriel » qui permettra d'appuyer la création/développement ou la requalification/réhabilitation de projets de zones industrielles. L'objectif du FONZID est de permettre l'amélioration de la gouvernance et de la durabilité économique, sociale et environnementale des projets soumis, à condition que ces projets répondent aux critères d'éligibilité et de sélection définis dans le manuel de procédures dudit fonds.

1.2.1. Objectifs et résultats attendus du FONZID

S'alignant sur l'objectif global de l'activité « Foncier industriel », le FONZID vise à renforcer le modèle de zone industrielle durable et contribuer à l'amélioration de la productivité et des performances environnementales et sociales des entreprises dans les zones industrielles. Ce faisant, ce fonds viendra augmenter l'offre en foncier industriel répondant aux besoins des entreprises, en termes notamment, de qualité des infrastructures, d'accessibilité et de connectivité, de services d'accompagnement et de prix compétitifs et, par conséquent, contribuera à l'accroissement des investissements privés et à la création d'emplois.

1.2.2. Enveloppe budgétaire du FONZID

L'enveloppe du FONZID a été fixée à **30 millions de dollars américains**. Cette enveloppe est financée, à parts égales, par les fonds du Compact et par des fonds publics alloués par le MICEVN¹.

1.2.3. Projets retenus pour le financement du FONZID

Le FONZID finance deux catégories de projets en ligne avec les objectifs de l'activité « Foncier industriel » :

⇒ **Catégorie 1 : Projets de création ou d'extension de zones industrielles**

La catégorie 1 comprend des projets portant sur la création ou l'extension de zones industrielles durables et inclusives. Les projets de création visés par le FONZID doivent permettre la mise en place d'une offre immobilière industrielle complète, diversifiée et adaptée aux besoins en foncier industriel des investisseurs, en termes de qualité de l'infrastructure, de flexibilité, d'accessibilité des prix et de services d'accompagnement.

⇒ **Catégorie 2 : Projets de requalification de zones industrielles**

La catégorie 2 comprend des projets visant la requalification des zones industrielles existantes, et souffrant d'une dégradation ou déficience de leurs infrastructures et/ou d'une absence d'une entité de gestion.

Ces projets peuvent concerner (i) l'amélioration ou la réhabilitation des infrastructures existantes, (ii) l'installation de nouvelles infrastructures permettant d'améliorer les performances environnementales, sociales et/ou de genre, ainsi que (iii) la gouvernance de ces zones, à travers l'appui ou la mise à niveau de structures et/ou d'organisation de gestion existantes ou la mise en

¹ Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique

place de nouvelles structures et/ou organisation de gestion dédiées.

Pour plus d'informations sur le FONZID, consulter le site internet www.fonzid.ma et également le guide pour la soumission des projets au financement du FONZID téléchargeable à partir du lien suivant : http://www.fonzid.ma/uploads/Guide_soumission_FONZID.pdf

Un descriptif sommaire des projets retenus pour bénéficier du financement du FONZID est listé au niveau du paragraphe 9 ci-dessous.

2. Objet et consistance de la consultation :

L'objet de la présente consultation est d'appuyer le maître d'ouvrage (Direction de l'Infrastructure et Direction du projet « Fonds des Industrielles Durables –FONZID- » au sein de l'Agence MCA-Morocco) dans des prestations de conseil, d'assistance et d'appui technique pour la réalisation des projets subventionnés par le FONZID.

Le Consultant individuel sera engagé pour gérer un portefeuille de projets parmi ceux bénéficiant de la subvention du FONZID. Ce portefeuille sera défini ultérieurement par MCA-Morocco.

2.1. Responsabilités générales :

- Le Consultant individuel engagé dans le cadre du présent contrat sera responsable de l'assistance de MCA-Morocco dans la gestion et la supervision technique du volet infrastructure pour les activités du FONZID, notamment le suivi des contrats de Maitrise d'Œuvre ou d'Assistance Technique et de travaux des Zones industrielles. Le Consultant sera amené à assurer les relances et participer à la coordination du projet conformément aux directives de la Direction d'Infrastructure et la Direction du FONZID ;
- Le Consultant est tenu de produire un rapport mensuel adressé au Directeur de l'Infrastructure et à la Direction du FONZID.
- Le Consultant doit veiller à la réalisation des projets en conformité avec les prescriptions des accords de subvention et en respectant le planning du Compact.

2.2. Responsabilités spécifiques :

- Suivre l'exécution des contrats conclus avec les prestataires de services engagés par MCA-Morocco, pour le volet infrastructure, en termes de programmation et de déroulement chronologique;
- Établir et mettre en œuvre un système de suivi de l'état d'avancement des prestations des Cabinets mandatés pour le volet infrastructure en termes d'exécution des tâches et de production des livrables;
- Vérifier la conformité technique des prestations par rapport aux termes et spécifications du contrat des Cabinets mandatés et s'assurer de la qualité des livrables afin de proposer la réception des prestations et l'autorisation de paiement desdits cabinets;
- Assister aux différentes réunions avec les cabinets mandatés et/ou avec les parties prenantes du projet, ceci nécessitera des déplacements vers les sites des projets;

- Collecter, auprès des parties prenantes, les données, les documents et les pièces jugés utiles à l'avancement du projet;
- Soutenir les Equipes du Projet au sein de MCA-Morocco, afin de communiquer clairement aux Cabinets mandatés certains aspects spécifiques de révision des livrables ou l'amélioration des activités et ce, pour garantir la qualité et la cohérence avec les spécifications des contrats ;
- Examiner les livrables des Cabinets mandatés par MCA-Morocco et rédiger des fiches de synthèse de ces livrables. Ces fiches doivent être accompagnées par l'avis du Consultant sur tous les points abordés par les livrables, notamment leur conformité aux termes de références et aux tâches confiées auxdits Cabinets, leur faisabilité et leur adaptabilité par rapport au contexte national. Le Consultant devra s'assurer aussi que les livrables incluent les observations émises par la Direction du projet, la Direction de l'Infrastructure et les différentes parties prenantes. Le Consultant est appelé aussi à faire, le cas échéant, des propositions d'amélioration par rapport aux solutions ou recommandations émises par les Cabinets mandatés.
- Recommander au Projet d'accepter ou de rejeter les livrables des Cabinets ;
- Appuyer la Direction du FONZID et la Direction de l'Infrastructure dans la communication avec MCC concernant les révisions, les commentaires, et consolider les observations de MCC avec celles des équipes de MCA-Morocco, les intégrer dans les livrables et les transmettre aux Cabinets mandatés ;
- Accompanyer les équipes MCC/MCA-Morocco pour les missions sur le terrain ;
- Participer comme personne auxiliaire aux panels d'évaluation pour les appels d'offres du projet selon les besoins ;
- Assister aux réunions convoquées par MCA-Morocco et, au besoin, les réunions de chantiers ou de travail avec les différentes parties prenantes.
- Organiser et/ou assister des/aux visites des lieux des sites pour les appels d'offres et pendant la durée d'exécution des projets ;
- Coordonner le cas échéant, avec les concessionnaires de réseaux, les autorités publiques et des différentes parties prenantes dans le cadre de l'exécution des projets ;
- Répondre aux différentes requêtes de la Direction du FONZID et la Direction de l'Infrastructure sur les aspects liés à la réalisation et l'aboutissement des projets ;
- Veiller, d'une manière générale, à l'aboutissement des projets conformément aux objectifs du FONZID, des engagements contractuels au niveau des accords de subvention et des contrats de maîtrise d'œuvre et d'assistance technique, tout en collaborant avec MCA/MCC, le

Gestionnaire du FONZID, les porteurs de projets financés par FONZID ainsi que les prestataires engagés par MCA-Morocco et en respectant les conditions imposées par MCA/MCC.

3. Qualifications requises

Pour être engagé dans le cadre du présent contrat, le Consultant individuel devra fournir les preuves des qualifications suivantes :

- Un diplôme d'ingénieur d'Etat en Génie Civil ou équivalent²;
- Une expérience minimum de 10 ans dans la gestion des projets et la gestion des Consultants et des Cabinets dans des domaines des voiries et réseaux divers (VRD) et de bâtiment, à savoir : (i) le suivi des projets et la revue des livrables (ii) vérification de la conformité aux spécifications des contrats (iii) suivi des réalisations;
- Une expérience confirmée dans l'étude et/ou le suivi des travaux de zones industrielles, lotissements ou de bâtiments industriels est souhaitée;
- Une expérience confirmée avec des organismes internationaux ou des bailleurs de fonds serait appréciée;
- Une connaissance approfondie du marché marocain dans le domaine des constructions, et une expérience dans la préparation des budgets pour des projets d'aménagement (VRD) et de construction ;
- Une capacité de travailler en parfaite autonomie et en équipe avec des responsables de l'Administration publique dans un environnement multiculturel et multidisciplinaire et de gérer les diverses parties prenantes ;
- Maîtrise du français (écrit et oral) ;
- Des connaissances en informatique notamment le traitement de texte, les tableurs, l'internet/messagerie électronique, la maîtrise des logiciels de CAO-DAO (Autocad) ou de planification (MS Projet) est un atout ;

4. Durée, niveau d'effort estimé

La durée d'exécution des prestations objet de la présente consultation est de 24 Mois.

Le niveau d'effort est de l'ordre de 20 jours/homme par mois. Le consultant sera chargé d'un portefeuille de projets parmi ceux financés par le FONZID, ceci sera défini ultérieurement par le Maître d'ouvrage ;

² Par exemple : le diplôme d'ingénieur en génie rural peut être accepté sous réserve d'avoir une expérience pertinente.

5. Livrables et paiement

Outre les fiches d'examen, les notes et les documents produits conformément à la bonne exécution de sa mission, le Consultant produira un rapport mensuel au plus tard 5 jours calendaires après la fin de chaque mois à l'Agence MCA-Morocco (à l'attention du Directeur de l'infrastructure) , pour validation. Le paiement sera effectué sur la base de la facture accompagnée de la validation de l'Agence (Acceptance note).

Le premier rapport comprendra un plan de travail initial, y compris une analyse des délais nécessaires à l'examen des livrables par les parties prenantes. Chaque rapport mensuel comprendra un bref résumé des prestations réalisées par le Consultant durant le mois précédent, un résumé des travaux prévus le mois en cours, le plan de travail mis à jour lors de la dernière journée du mois écoulé. Le livrable mensuel mettra en exergue les contraintes et les risques entravant le bon déroulement de l'exécution au délais fixés, en formulant des recommandations et des propositions stratégiques de recadrage ainsi que la description du type de soutien requis par le gestionnaire du contrat désigné pour dépasser cette contrainte.

Le délai de validation des livrables est de **10 jours ouvrables**, à partir de la date de remise de leurs versions provisoires. Le consultant devrait répondre également dans un délai de **5 jours ouvrables** à toutes les remarques formulées. Ainsi, la date de réception de la version validée d'un livrable est considérée comme date de réception effective de celui-ci.

Les livrables à fournir et les paiements à réaliser après leur validation seront payés conformément au forfait mensuel suivant :

Rapports	Pourcentage de paiement du montant forfaitaire
Rapport mensuel N°1	4,16 %
Rapport mensuel N°2	4,16 %
Rapport mensuel N°3	4,16 %
Rapport mensuel N°4	4,16 %
Rapport mensuel N°5	4,16 %
Rapport mensuel N°6	4,16 %
Rapport mensuel N°7	4,16 %
Rapport mensuel N°8	4,16 %
Rapport mensuel N°9	4,16 %
Rapport mensuel N°10	4,16 %
Rapport mensuel N°11	4,16 %
Rapport mensuel N°12	4,16 %
Rapport mensuel N°13	4,16 %

Rapport mensuel N°14	4,16 %
Rapport mensuel N°15	4,16 %
Rapport mensuel N°16	4,16 %
Rapport mensuel N°17	4,16 %
Rapport mensuel N°18	4,16 %
Rapport mensuel N°19	4,16 %
Rapport mensuel N°20	4,16 %
Rapport mensuel N°21	4,16 %
Rapport mensuel N°22	4,16 %
Rapport mensuel N°23	4,16 %
Rapport mensuel N°24	4,16 %

A la simple demande du maître d'ouvrage, le consultant sera amené à produire des notes, des présentations sous format adéquat, des projets de courrier ou tout autre document en lien avec le volet infrastructure, s'intégrant dans la gestion des projets financés par FONZID.

6. Documents mis à la disposition du consultant contractant

Le commanditaire (maître d'ouvrage) remet au consultant l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation de sa mission notamment les accords de subvention, les contrats/consultations de la maîtrise d'œuvre ou l'assistance technique, le manuel de procédure du FONZID, ainsi que tout document qu'ils jugent opportuns, sous réserve d'une clause de confidentialité. Le commanditaire intervient pour éviter tout blocage d'accès à la documentation et à l'information.

7. Confidentialité

Le Consultant est tenu au secret professionnel pendant toute la durée du contrat et après son achèvement, quant aux informations et documents recueillis ou portés à sa connaissance à l'occasion de sa mission. Sans autorisation préalable du commanditaire, il ne peut communiquer à des tiers, la teneur de ces renseignements et documents. De plus, il ne peut faire un usage préjudiciable au commanditaire des renseignements qui lui sont fournis pour accomplir sa mission. Il est spécifié que les résultats des investigations effectuées dans le cadre de la présente mission restent la propriété du commanditaire et de MCC. Ils peuvent en faire usage autant qu'ils le jugent nécessaire.

8. Déplacement

Certaines tâches de cette consultation peuvent nécessiter des déplacements éventuels aux sites des projets se situant à : Tétouan, Fes, Tiflet, Casablanca et Agadir. Le consultant doit donc être disposé à cette mobilité.

Les déplacements sur le terrain seront initiés par le commanditaire et / ou le consultant, approuvés au préalable par le commanditaire. Les frais seront remboursés au consultant sur la base du taux

forfaitaire journalier (voir modalités dans le formulaire de soumission de la proposition financière).

9. Liste des projets :

Le descriptif sommaire des projets retenus pour l'obtention de la subvention du FONZID se présente comme suit :

Titre du projet	Bref Descriptif du projet	Nom du porteur de projet	Catégorie/Type	Ville
Extension de la zone industrielle Tétouan Park	Extension de la zone industrielle Tétouan Park. Le projet concerne la 4ème tranche d'une surface de 35 ha, il consiste en : - l'aménagement in-site et hors site en VRD de la zone, - la construction d'un Incubateur d'entreprises en charpente métallique, d'une STEP et d'un parc photovoltaïque	Tanger Med Zones/ Tetouan Park	Cat.1-Création	Tanger-Tétouan
Fez Smart Factory (FSF)	Création d'une zone industrielle 4.0 sur une superficie de 10ha. La réalisation du projet consiste en : - l'aménagement de la zone en VRD - la construction d'un bâtiment pour les services d'innovation industrie 4.0 sur RDC+4 (incubateur et accélérateur d'entreprises).	Univ. EuroMed de Fès	Cat.1-Création	Fès
Centre Multiservices - zones industrielles de Sidi Bernoussi	Construction d'un centre multiservice pour l'association IZDIHAR d'un SS+RDC+4, sur une superficie de 1024 m ² , qui comprendra, principalement le siège de l'association, restaurant d'entreprises, centre d'alphabétisation pour femmes, espace de formation.	Asso. IZDIHAR	Cat.2-Requalif.	Casablanca
Extension du parc industriel Ain Johara	Extension du parc industriel sur 38 ha (dont 28 ha relative à la création d'une zone franche: Green City). Le projet consiste en :	Parc Industriel Ain Johra	Cat.1-Création	Tiflet

	<ul style="list-style-type: none"> - L'aménagement in-site en VRD - Construction d'un bâtiment d'accueil pour la zone Franche, de deux bâtiments industriels prêts à l'emploi en charpente métallique et d'un module de la STEP. 			
CRÉATION DU PARC INDUSTRIEL AHL LOUGHLAM - CASABLANCA	<p>Réalisation d'un parc industriel sur une superficie de 10 ha et 16 a, composé de 93 lots de terrain de superficie de 500 à 1000 m², qui seront soumis à location en terrain nu (78%) ou en bâtiments industriels prêt à l'emploi (22%).</p> <p>Le projet consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise à niveau des VRD, - la Construction de 50 bâtiments prêts à l'emploi (au minimum) d'un bâtiment multiservices, d'un showroom et d'un centre logistique de gestion des déchets. 	REGION DE CASA SETTAT	Cat.1-Création	Casablanca
PROJET TAWFIQ JADIDA	<p>Construction de 16 locaux à usage industriel (en charpente métallique) au niveau du parc industriel Tawfiq Al Jadida, pour une surface de près de 12,902 m² couverts.</p>	TAWFIQ JADIDA/ Yasmine	Cat.1-Création	Casablanca
Requalification de la zone industrielle de Tétouan(ZIT) et modernisation de son mode de gestion	<p>Mise à niveau des infrastructures de la zone industrielle de Tétouan.</p> <p>Le projet consiste en la réhabilitation des VRD, les travaux de requalibrage du Oued mitoyen, l'extension du bâtiment de service sur RDC+1.</p>	Commune Tétouan	Cat.2-Requalif.	Tétouan
Développement d'une Economie Circulaire pour une Zone Industrielle Durable -	<p>Extension du centre de TRI de déchets et Création d'une nouvelle ligne de production et de valorisation des déchets plastiques.</p>	Association Tatmine	Cat.2-Requalif.	Casablanca

DECZID -Sidi Bernoussi				
Projet de Requalification de la zone Industrielle TASSILA Tranche II - Agadir Ait Melloul	Requalification de la ZI qui se décline comme suit : 1- Réhabilitation des infrastructures existantes (VRD); 2- Constrution de 3 bâtiments de service (siège de l'association de la Zone, Crèche et Arrondissement administratif)	COMMUNE DCHEIRA EL JIHADIA	Cat.2-Requalif.	Agadir-Dcheira El Jihadia
Requalification de la zone industrielle d'Ait Melloul	Requalification de la ZI qui se décline comme suit : 1 - Réhabilitation des infrastructures existantes (VRD) ; 2 - Construction d'une crèche et aménagement des locaux de service au niveau du siège de l'association de la ZI.	Commune Ait Melloul	Cat.2-Requalif.	Agadir-Ait Melloul

3. Critères d'évaluation

Pour être qualifié, le Consultant doit avoir un score technique au moins égal à 70 points. Le Consultant conforme ayant obtenu la meilleure note selon le panel d'évaluation sera recommandé pour la négociation de sa Proposition financière en vue de la signature du contrat.

Si l'Agence MCA-Morocco et le Consultant classé premier ne parviennent pas à conclure un accord sur le Contrat, le Consultant classé deuxième sera invité à participer aux négociations.

La sélection du Consultant individuel reposera sur les critères ci-après :

Aspects évalués	Critères	Points accordés
Diplôme(s) et qualifications (20 Points)	<ul style="list-style-type: none"> Un diplôme d'ingénieur d'Etat en Génie Civil ou équivalent³ 	20 Points
Expériences professionnelles (60 points)	<ul style="list-style-type: none"> Une expérience minimum de 10 ans dans la gestion des projets et la gestion des Consultants et des Cabinets dans des domaines des voiries et réseaux divers (VRD) et de bâtiment, à savoir : (i) le suivi des projets et la revue des livrables (ii) vérification de la conformité aux spécifications des contrats (iii) suivi des réalisations 	20 Points
	Une expérience confirmée dans :	
	<ul style="list-style-type: none"> Les études techniques (VRD ou bâtiment) 	10 Points

³ Par exemple : le diplôme d'ingénieur en génie rural peut être accepté sous réserve d'avoir une expérience pertinente.

	<ul style="list-style-type: none"> Le suivi des travaux de zones industrielles/ lotissements 	10 Points
	<ul style="list-style-type: none"> Le suivi des travaux de bâtiment et bâtiment industriel en particulier 	10 Points
	<ul style="list-style-type: none"> Complexité et ampleur des projets dans lesquels le Consultant a participé pendant les études ou les travaux 	5 points
	<ul style="list-style-type: none"> Une expérience confirmée avec des organismes internationaux ou des bailleurs de fonds serait appréciée 	5 Points
Connaissance du contexte & langue (20 points)	<ul style="list-style-type: none"> Une connaissance approfondie du marché marocain dans le domaine des constructions, et une expérience dans la préparation des budgets pour des projets d'aménagement (VRD) et de construction 	10 Points
	<ul style="list-style-type: none"> Une capacité de travailler en parfaite autonomie et en équipe avec des responsables de l'Administration publique dans un environnement multiculturel et multidisciplinaire et de gérer les diverses parties prenantes 	5 Points
	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise du français (écrit et oral) 	5 Points

La note de qualification minimale est 70 points sur 100.

4. Formulaires du dossier de proposition

DEMANDE/LETTRE DE COUVERTURE

[Lieu, Date]

M. Abdelghni Lakhdar

Agence MCA-Morocco

Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales
de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Rabat- Maroc

**Objet : Sélection d'un consultant Individuel Chargé d'appuyer la Direction FONZID dans le volet
lié aux Infrastructures.**

N° de référence : **ICS/MCA-M/LI-35/Compact**

Madame/Monsieur,

Je, soussigné(e), propose de fournir les services de consultation pour la mission susmentionnée conformément à la Lettre d'invitation en date du [insérer la date].

Je sou mets par la présente mes qualifications, y compris la dernière mise à jour de mon Curriculum Vitae, qui contient entre autres le descriptif de mes missions précédentes et références pertinentes accompagnées des coordonnées complètes.

Je déclare par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans ce document sont véridiques et correctes. J'accepte que toute mauvaise interprétation contenue dans ce document puisse entraîner ma disqualification.

J'atteste par la présente que je ne participe pas à des activités interdites, ni ne facilite ou ne permets de telles activités, ainsi que décrites dans la Quinzième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de MCC, et que je ne participerai pas auxdites activités, ni ne les faciliterai ou ne les permettrai pendant toute la durée du Contrat. Par ailleurs, je m'engage, par la présente, à ne pas tolérer les activités interdites décrites dans la Quinzième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de MCC. Enfin, je reconnais que la participation à de telles activités serait un motif valable de suspension ou de cessation d'emploi ou de résiliation du Contrat. J'atteste en outre que je suis éligible à l'attribution d'un Contrat financé par MCC en vertu des dispositions de la Dixième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de MCC.

Si les négociations se déroulent pendant la période initiale de validité de l'offre financière, je m'engage à négocier sur la base de ma disponibilité pour la mission.

Ma soumission est sujette à des modifications découlant des négociations contractuelles.

Je m'engage, si ma proposition est acceptée, à initier les services de consultation à la date indiquée dans la Lettre d'invitation.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter les offres que vous pourriez recevoir.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

[Signataire autorisé]

[Nom et titre du Signataire autorisé]

[Email et numéro de téléphone du Signataire]

FORMULAIRE DE CURRICULUM VITAE (CV)

Nom	[Insérer le nom et le prénom]			
Date de naissance	[Insérer la date de naissance]			
Nationalité	[Insérer la nationalité]			
Coordonnées de contact :				
Adresse email :	[Insérer l'adresse email]			
Numéro de téléphone :	[Insérer le numéro de téléphone]			
Éducation	[Indiquer les études post-secondaires/universitaires et autres formations spécialisées, en indiquant le nom des établissements, les diplômes obtenus et les dates d'obtention].			
Affiliation à des associations professionnelles	[Insérer informations]			
Autres formations	[Indiquer la formation postdoctorale et autres types de formation le cas échéant]			
Expérience internationale	[Citer les pays où le Consultant a travaillé au cours des dix dernières années]			
Langues	[Pour chaque langue, indiquer le niveau de compétence : excellent, bon, moyen ou faible à l'oral, à la lecture et à l'écrit]			
	Langue	Parlé	Lu	Écrit
Parcours professionnel	[En commençant par le poste occupé actuellement, énumérez dans l'ordre inverse tous les emplois occupés par le Consultant depuis l'obtention du diplôme, en indiquant pour chaque emploi (voir le format ci-dessous) : les dates d'embauche, nom de l'organisme employeur, postes occupés].			
	De [mois] [année] :		À [mois] [année] :	
	Employeur :			
	Poste(s) occupé(s) :			

Travaux accomplis qui illustrent le mieux son aptitude à effectuer les tâches assignées	[Parmi les tâches auxquelles le Consultant a participé, indiquer les informations suivantes concernant les tâches qui illustrent le mieux sa capacité à accomplir les tâches énumérées dans la Lettre d'invitation]	
	Intitulé de la mission ou projet :	
	Année :	
	Lieu d'affectation :	
	Entité MCA	
	Principales caractéristiques du projet :	
	Poste occupé :	
	Activités exécutées :	

Références :

Fournir au moins trois attestations de bonne exécution ou trois lettres de recommandation délivrées par les superviseurs pour des missions accomplies par le Consultant. L'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de contacter d'autres sources et de vérifier les références, en particulier pour s'informer sur les performances réalisées dans tous les projets pertinents financés par la MCC.

Certification :

Je, soussigné(e), certifie qu'à ma connaissance, le présent CV décrit correctement ma personnalité, mes qualifications et mon expérience. Je comprends que toute fausse déclaration faite intentionnellement dans le présent CV peut entraîner ma disqualification ou ma révocation, si je suis recruté.

Je, soussigné(e), déclare par la présente que j'accepte de participer à la mission susmentionnée. Je déclare en outre que je suis capable et désireux de travailler durant la période prévue susvisée dans la Lettre d'invitation.

Signature :

Date :

FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE

[Lieu, Date]

M. Abdelghni Lakhdar

Agence MCA-Morocco

Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Rabat- Maroc

Objet : Sélection d'un consultant Individuel Chargé d'appuyer la Direction FONZID dans le volet lié aux Infrastructures.

N° de référence : ICS/MCA-M/LI-35/Compact

Monsieur,

Après avoir examiné la Lettre d'invitation et documents connexes, j'ai le plaisir de soumettre la proposition financière ci-après pour les services à fournir :

[Inclure le profil salarial⁴ des trois dernières années].

[Inclure le tarif des honoraires hors frais de déplacement.]

<u>DESCRIPTION</u>	<u>TAUX BRUT EN MAD PAR MOIS</u>	<u>MONTANT FORFAITAIRE BRUT TOTAL EN DH POUR 24 MOIS</u>
Montant brut des honoraires (**) (sur la base d'un niveau d'effort de 20 jours / homme par mois sur toute la durée du contrat pendant 24 mois)		
Provision pour déplacement ⁵	207 000 MAD	

⁴ Définition du salaire – rémunération périodique de base en contrepartie de services rendus. Exclure les primes, la distribution de bénéfices, les commissions, la rémunération des heures supplémentaires, les indemnités différentielles trimestrielles ou pour poste à l'étranger, les allocations compensatrices de vie chère ou d'éducation des personnes à charge.

⁵ Les déplacements sur le terrain sont initiés par le commanditaire. Les jours de déplacement effectifs seront établis sur la base de l'ordre de déplacement communiqué par le Directeur de Projet. Les allocations de déplacement seront versées à un taux forfaitaire de 1.500 MAD nets (après déduction de la retenue) par jour. Il sera procédé lors des paiements, à une retenue à la source de 30% pour les résidents, et 10 % pour les non-résidents au Maroc sur le montant brut des honoraires et de toutes allocations de déplacement. Le consultant est toutefois tenu de garder les justificatifs de dépenses de ses déplacements durant une période de 5 ans après la fin de la durée du Compact ou pendant une période plus longue, le cas échéant, nécessaire pour résoudre tout litige, réclamation ou exécution d'un audit ou toute exigence légale applicable pour un audit éventuel par l'Agence MCA-Morocco ou par le bailleur de fonds.

****Une retenue à la source de 30% pour les résidents et de 10 % pour les non-résidents sera prélevée sur les honoraires.**

Je comprends que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute proposition que vous pourriez recevoir et qu'un contrat vous engageant ne serait conclu qu'après l'accord mutuel consécutif aux négociations finales sur la base des éléments techniques et de coûts proposés.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

[Signataire autorisé]

Nom du Signataire :

5. Conditions du Contrat et Contrat



CONTRAT DE SERVICES DE CONSULTANT INDIVIDUEL

N° du Contrat _____

entre

L'Agence MCA-Morocco

et

[*Nom du Consultant*]

pour

Consultant Individuel Chargé d'appuyer la Direction FONZID dans le volet lié aux Infrastructures.

En date du : ** 2020

Forme de contrat

Le présent ACCORD CONTRACTUEL (le présent « Contrat ») est conclu entre

L'Agence MCA-Morocco (MCA-Morocco »), établissement public chargé de la mise en œuvre du Compact II, sise au Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education-Formation, Avenue Allal EL FASSI-Madinat AL IRFANE Hay Riad, Bâtiment MCA-Morocco 4ème étage, Rabat-Maroc, ci-après dénommée " MCA-Morocco ", représentée par Monsieur Abdelghni Lakhdar, Directeur général, d'une part,

Et

d'une part et **[Nom & Prénom complet du Consultant Individuel]** (Ci-après appelé « Consultant ») d'autre part.

ATTENDU QUE l'Agence MCA-Morocco a accepté la proposition du Consultant en vue de la prestation des Services (les « Services ») dont la description figure à l'Appendice A relatif à la Description des Services, et que le Consultant est capable et désireux de fournir lesdits Services.

L'Agence MCA-Morocco et le Consultant (les « Parties ») conviennent de ce qui suit :

1. Le présent Contrat-cadre (Ci-après appelé « Contrat »), sa signification et son interprétation ainsi que les rapports entre les Parties sont régis par la Législation applicable du Royaume du Maroc.
2. Le Contrat est signé et exécuté en français, et toutes les communications, notes et modifications relatives audit Contrat doivent être faites par écrit et dans la même langue.
3. **Le montant maximum du contrat** est de *[insérer le montant et la monnaie]* brut dont *[insérer le montant et la monnaie]* brut pour les frais de transport, l'hébergement et les indemnités journalières. Le Prix maximum du contrat inclut tous les coûts liés à la mission, y compris la rémunération du Consultant (étranger et local, sur le terrain et au siège social du Consultant), les frais de transport, l'hébergement, les indemnités journalières et autres dépenses. Aucune autre rémunération n'est due au Consultant en dehors des montants prévus sur ce contrat.
Une déduction de 30% (résident) ou 10% (non-résident) sera effectuée sur le montant brut de chaque paiement au titre de la retenue d'impôt sur les revenus (IR) conformément aux articles 15, 58 et 88 du Code Général des Impôts (CGI) applicable au Maroc.

Les paiements au Consultant se feront sur le compte suivant :

4. **La durée du contrat** : La durée globale du contrat est de 24 mois à partir de la date de la notification de l'ordre de service de commencer la mission sans toutefois dépasser la date de fin du compact. Le niveau d'effort est de 20 jours/homme.
5. La validité du contrat court jusqu'au **/**/**. Le Contrat expire, d'office et sans formalité aucune, au terme de la date de validité sus-indiquée.
6. **La date de démarrage des Services** sera celle de la notification de l'ordre de service au Consultant, après la signature du présent contrat.
7. L'Agence MCA-Morocco désigne ***** comme point de contact de l'Agence pour les rapports.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige, différend ou réclamation né du présent contrat ou se rapportant au présent contrat, à son exécution, à sa résolution ou à sa nullité.

A défaut d'un règlement amiable dans les 30 jours suivant la notification du différend par l'une des parties à l'autre, le litige sera tranché par voie d'arbitrage conformément à la loi marocaine n°08-05.

Les parties conviennent de recourir à l'arbitrage ad hoc assuré par un arbitre unique choisi d'un commun accord des parties. A défaut d'un tel accord, l'arbitre sera désigné par le Tribunal compétent sur requête de la partie la plus diligente.

La langue d'arbitrage est le français.

7. Les documents suivants font partie intégrante de ce Contrat :
 - (a) Le Cahier des Clauses Administratives Générales (y compris l'Annexe 1 « Politique de la MCC - Fraude et Corruption, l'Annexe 2 « Annexe aux Dispositions générales »)
 - (b) Appendices :
 - Appendice A : Description des services et Rapports
 - Appendice B : Curriculum vitae de l'expert
 - Appendice C : Coordonnées bancaires du Consultant
 - Appendice D : Conditions financières

SIGNÉ :

Pour le compte de et au nom de l'Agence MCA-Morocco
M. Abdelghni Lakhdar
Directeur Général
Agence MCA-Morocco

Pour le compte du Consultant,
M.

Cahier des Clauses Administratives Générales

1. Fraude et Corruption La Millennium Challenge Corporation (« MCC ») exige la conformité avec sa politique concernant les actes de corruption et de fraude énoncés dans la **Pièce jointe 1**.

2. Divulgence des commissions et frais MCA-Morocco exige que le Consultant rende public tous les frais, commissions et gratifications qui ont pu être payés ou qui doivent être payés aux agents ou à une quelconque partie dans le cadre du processus de sélection ou l'exécution du Contrat. L'information divulguée doit inclure au moins le nom et l'adresse de l'agent ou de l'autre partie, le montant et la devise et l'objectif des frais, commissions ou gratifications. La non-divulgence de ces commissions, gratifications et frais peut entraîner la résiliation du Contrat et/ou l'application de sanctions par la MCC.

3. Force majeure

a. Définition Aux fins du présent Contrat, « Force majeure » désigne un événement ou une situation qui a) n'est pas raisonnablement prévisible et échappe au contrôle raisonnable d'une Partie, et ne résulte pas d'actes, d'omissions ou de retards de la Partie invoquant ledit cas de Force majeure, (ou de toute tierce personne sur laquelle cette Partie exerce un contrôle), b) n'est pas un acte, un événement ou une situation dont cette Partie a expressément convenu d'assumer les risques ou les conséquences aux termes du présent Contrat, c) n'aurait pu être évité(e), corrigé(e) ou réparé(e) par l'exercice d'une diligence raisonnable de la part de ladite Partie, et d) rend l'exécution par ladite Partie de ses obligations au titre du présent Contrat impossible ou si peu pratique qu'elle est considérée comme impossible dans les circonstances. L'insuffisance de fonds ou l'incapacité d'effectuer un paiement exigible aux termes des présentes ne constitue pas des cas de Force majeure.

b. Inexécution du Contrat Le manquement d'une Partie à l'une quelconque de ses obligations au titre du présent Contrat n'est pas considéré comme une violation ou un manquement au titre du présent Contrat dans la mesure où cette incapacité résulte d'un cas de Force majeure, à condition que la Partie qui en est affectée

a) ait pris toutes les précautions, fait preuve de la diligence voulue et pris toutes les mesures alternatives raisonnables afin de s'assurer de l'exécution des clauses et conditions du présent Contrat et b) a informé l'autre Partie dès que possible (et au plus tard cinq (5) jours après l'événement) de la survenance d'un événement donnant lieu à l'invocation d'un cas de Force majeure.

c. Mesures à prendre

Une Partie affectée par un cas de Force majeure continue d'exécuter ses obligations au titre du présent Contrat dans la mesure du possible, et prend toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum et limiter les conséquences de tout cas de Force majeure.

Tout délai dans lequel une Partie doit, aux termes du présent Contrat, mener à bien une action ou une tâche est prolongé pour une période égale à la période au cours de laquelle ladite Partie n'a pas été en mesure d'exécuter cette action ou tâche en raison d'un cas de Force majeure.

Pendant la période d'incapacité d'exécuter les Services par suite d'un cas de Force majeure, le Consultant, sur instructions de MCA-Morocco, doit :

- a) se désengager, auquel cas le Consultant doit percevoir le remboursement des coûts supplémentaires raisonnables et nécessaires encourus et, si MCA-Morocco l'exige, le rétablissement des Services ; ou
- b) poursuivre la fourniture des Services dans la mesure du possible, auquel cas le Consultant continue d'être rémunéré conformément aux modalités du présent Contrat et est remboursé pour les coûts supplémentaires raisonnables et nécessaires qui ont été engagés.

En cas de désaccord entre les Parties sur l'existence ou l'étendue ainsi que la nature du cas de Force majeure, la question est réglée conformément à la clause 17 du CCAG.

4. Suspension

- 4.1 MCA-Morocco peut, moyennant préavis écrit au Consultant, suspendre tout ou partie des paiements au Consultant en vertu du Contrat si le Consultant ne parvient pas à remplir l'une quelconque de ses obligations au titre du présent Contrat, y compris l'exécution des Services, à condition qu'un tel avis de suspension i) précise la nature du manquement

auxdites obligations et ii) demande au Consultant de remédier à ce manquement dans un délai n'excédant pas sept (7) jours calendaires suivant la réception par le Consultant dudit avis de suspension ou si la MCC a suspendu les décaissements dans le cadre du Compact.

5. Résiliation

5.1. Ce Contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties dans les conditions indiquées ci-après:

a. Par MCA-Morocco

5.2 MCA-Morocco peut résilier ce Contrat avec un préavis écrit d'au moins quatorze (14) jours calendaires au Consultant s'il se produit l'un quelconque des événements énoncés dans les paragraphes (a) à (e) de la présente clause :

- a) Si le Consultant ne remédie pas à une incapacité à remplir ses obligations dans le cadre du Contrat après avoir été informé par MCA-Morocco par écrit en précisant la nature de l'incapacité et en demandant qu'elle soit réglée dans au moins dix (10) jours après la réception de la note de MCA-Morocco ;
- b) Si le Consultant devient insolvable ou fait faillite ;
- c) Si le Consultant, selon l'appréciation de MCA-Morocco, s'est livré à des atteintes à l'intégrité comme définie dans la Pièce jointe 1 ou si selon l'appréciation de MCA-Morocco, maintenir le Contrat serait préjudiciable à l'intérêt ou à la réputation de MCA-Morocco ou du projet;
- d) Si MCA-Morocco, à sa seule discrétion et pour quelque raison que ce soit, décide de résilier le présent Contrat ;
- e) Si le Compact a été résilié ou si la MCC a suspendu les décaissements dans le cadre du Compact. Si le présent Contrat est suspendu en application des dispositions de la sous-clause 5.2(e) du CCAG, le Consultant a l'obligation d'atténuer tous les frais, dommages et pertes causés au détriment de MCA-Morocco au cours de la période de suspension.

**b. Par le
Consultant**

5.3 Le Consultant peut résilier le présent Contrat moyennant un avis écrit à MCA-Morocco conformément au délai indiqué ci-dessous, ledit avis devant être donné après la survenance de l'un quelconque des événements spécifiés aux paragraphes (a) à (e) de la présente sous-clause 5 du CCAG :

- (a) Si MCA-Morocco ne paie pas une somme due au Consultant en vertu du présent Contrat qui n'est pas autrement sujette à contestation en vertu des dispositions de la clause 17 du CCAG dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception d'un avis écrit du Consultant indiquant qu'un tel paiement est en retard. Toute résiliation effectuée en vertu de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation, à moins que le paiement faisant l'objet de l'avis de résiliation ne soit versé par MCA-Morocco au Consultant dans les trente (30) jours.
- (b) Si, en raison d'un cas de Force majeure, le Consultant est incapable d'exécuter une part importante des Services pendant une période d'au moins soixante (60) jours. La résiliation aux termes de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation.
- (c) Si MCA-Morocco ne parvient pas à se conformer à toute décision finale rendue à la suite de la procédure d'arbitrage en application des dispositions de la clause 17 du CCAG. La résiliation aux termes de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation.
- (d) Si le présent Contrat est suspendu pendant une période de plus de trois (3) mois consécutifs, à condition que le Consultant se soit conformé à son obligation d'atténuation conformément aux paragraphes 5.2(e) ou (i) du CCAG pendant la période de suspension. La résiliation aux termes de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation.

6. Obligations du Consultant

- | | | |
|--------------------------------|-------------|--|
| a. Norme de performance | 6.1 | Le Consultant fournit les Services avec la diligence et l'efficacité voulues, et fait montre de compétence et de soin raisonnables dans la prestation desdits Services conformément aux bonnes pratiques professionnelles. |
| | 6.2 | Le Consultant agit à tout moment de manière à protéger les intérêts de MCA-Morocco et prend toutes les mesures raisonnables voulues pour maintenir toutes les dépenses à un niveau minimum conformément aux bonnes pratiques professionnelles. |
| b. Conformité | 6.3 | Le Consultant fournit les Services conformément au Contrat et à la Législation en vigueur au Maroc. |
| c. Conflit d'intérêts | 6.4. | Le Consultant défend, avant tout et en permanence, les intérêts de MCA-Morocco et agit sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure et évite scrupuleusement tout conflit d'intérêts avec d'autres missions ou avec les intérêts de sa propre entreprise. |
| | 6.5 | Le Consultant convient que, pendant la durée du présent Contrat et après sa résiliation, le Consultant et toute entité affiliée au Consultant ne peuvent fournir des biens, travaux ou services autres que des services de consultants découlant des Services ou directement liés aux Services du Consultant pour la préparation ou la mise en œuvre du projet. |
| | 6.6 | Le Consultant ne se livre pas, directement ou indirectement, à des activités commerciales ou professionnelles qui seraient incompatibles avec les activités qui lui sont confiées au titre du présent Contrat. |
| | 6.7 | Le Consultant a l'obligation de divulguer toute situation de conflit réel ou potentiel qui le met dans l'impossibilité de servir au mieux l'intérêt de MCA-Morocco, ou qui peut être raisonnablement perçue comme ayant cet effet. La non-divulgaration d'une situation de cette nature peut entraîner la disqualification du Consultant ou la résiliation du Contrat. |

7. Confidentialité	7.1	Sauf avec le consentement écrit préalable de MCA-Morocco, le Consultant ne doit, à aucun moment, communiquer à toute personne ou entité, des informations confidentielles obtenues dans le cadre de la fourniture des Services, ou rendre publiques les recommandations formulées dans le cadre de la fourniture des Services ou suite à leur fourniture.
8. Obligation du Consultant de souscrire une assurance	8.1	Le Consultant doit souscrire et maintenir à ses frais une assurance responsabilité professionnelle appropriée et une assurance adéquate contre la responsabilité civile et la perte ou l'endommagement de l'équipement acheté en tout ou en partie avec les fonds fournis par MCA-Morocco. Le Consultant doit s'assurer d'avoir souscrit ces assurances avant le début des Services.
	8.2	MCA-Morocco n'assume aucune responsabilité concernant l'assurance vie, santé, accident, voyage ou toute autre assurance qui peut être nécessaire ou souhaitable pour le Consultant, ni pour les besoins des Services, ni pour toute personne à la charge du Consultant.
	8.3	MCA-Morocco se réserve le droit de demander une preuve originale que le Consultant a souscrit les assurances requises.
9. Comptabilité, inspection et audit	9.1	Le Consultant doit tenir, et faire tous les efforts raisonnables pour tenir, des comptes et dossiers systématiques et précis des Services, sous une forme et suivant un niveau de détail permettant d'identifier clairement les changements pertinents en termes de temps et de coût.
	9.2	Le Consultant doit permettre à la MCC et/ou aux personnes désignées par la MCC d'inspecter le site et/ou tous les comptes et dossiers concernant l'exécution du Contrat, et de faire auditer lesdits comptes et dossiers par des auditeurs désignés par la MCC si la MCC le demande.
10. Obligations de rapport	10.1	Le Consultant doit soumettre à MCA-Morocco les rapports et documents précisés dans l' Appendice A , dans la forme, les nombres et la période énoncés dans ledit Appendice.
11. Droits de propriété de MCA-Morocco sur les rapports et dossiers	11.1	Tous les rapports et les données et informations pertinentes comme les cartes, les diagrammes, les plans, les bases de données, les autres documents et logiciels, les dossiers d'appui ou les documents rassemblés ou préparés par le Consultant pour MCA-Morocco dans le cadre des Services sont

confidentiels et deviennent et demeurent la propriété absolue de MCA-Morocco sauf si MCA-Morocco en convient autrement par écrit. Le Consultant doit, au plus tard avant la résiliation ou l'expiration de ce Contrat, fournir tous ces documents à MCA-Morocco, le tout étant assorti d'un bordereau détaillé. Le Consultant peut conserver une copie des documents, données et/ou logiciels, mais ne doit pas les utiliser pour des besoins qui ne sont pas liés à ce Contrat sans l'approbation écrite préalable de MCA-Morocco.

- a) Le Consultant doit décharger MCA-Morocco de toutes les réclamations, responsabilités, obligations, pertes, dommages, pénalités, actions, jugements, procès, poursuites, revendications, coûts, dépenses et décaissements d'une quelconque nature, qui peuvent être imposés à MCA-Morocco par rapport aux Services ou pendant leur exécution pour i) violation ou supposée violation par le Consultant d'un brevet ou d'un autre droit protégé, ii) plagiat ou supposé plagiat par le Consultant.
- b) Le Consultant doit s'assurer que tous les biens et services (y compris mais sans s'y limiter, le matériel informatique, les logiciels et systèmes) achetés par le Consultant au moyen des fonds de MCA-Morocco ou utilisés par le Consultant dans l'exécution des Services, ne violent ou portent atteinte à une propriété industrielle, à un droit de propriété intellectuelle ou au droit d'une tierce partie.

12. Description du poste du Consultant	12.1	Le titre, la description convenue du poste, la qualification minimum et la période estimée de l'engagement à fournir les Services du Consultant sont définis dans l' Appendice B .
13. Obligation de paiement de MCA-Morocco	13.1	Compte tenu des Services fournis par le Consultant dans le cadre de ce Contrat et réceptionnés par MCA-Morocco, celle-ci doit verser au Consultant les honoraires dus pour les Services précisés dans l' Appendice A et suivant la manière décrite à l'Annexe D – Conditions financières du présent Contrat.
14. Mode de facturation et de paiement	14.1	Les paiements au titre de ce Contrat doivent être effectués conformément aux dispositions sur les paiements décrits dans la sous-clause 13.1 du CCAG.
	14.2	Les paiements ne sont pas synonymes d'acceptation de l'intégralité des Services et ne libèrent pas le Consultant de ses

obligations.

14.3 Il est à noter que, il est procédé lors des paiements, à une retenue à la source (30% pour les Consultants individuels résidents au Maroc et 10 % pour les non-résidents) sur le montant brut des honoraires et des allocations de déplacement. Les allocations de déplacement sont payées forfaitairement au Consultant. Le consultant est toutefois tenu de garder les justificatifs de dépenses de ses déplacements durant une période de 5 ans pour l'audit éventuel par MCA-Morocco ou le bailleur de fonds.

14.5. Le règlement des notes d'honoraires sera effectué dans les trente (30) jours à compter de la date de réception par le Fiscal Agent d'une note d'honoraire valide et correcte libellée au nom de l'« Agence MCA-Morocco » et d'un procès-verbal de réception dûment signé par le Directeur du projet (ou de la personne qui sera désignée par lui) relatif au livrable à payer.

14.6. Le taux d'intérêt à appliquer en cas de retard de paiement est : 1 ‰ par jour calendaire de retard du montant total de la facture hors taxes à condition que le montant de la pénalité ne dépasse 1% du montant de la facture concernée.

15. Intérêts moratoires

15.1 Si MCA-Morocco retarde les paiements au-delà de trente (30) jours après la date de paiement déterminée, des intérêts doivent être versés au Consultant, au taux de 1 ‰ par jour ouvrable de retard du montant total de la facture hors taxes à condition que le montant de la pénalité ne dépasse 1% du montant de la facture concernée.

16. Impôts et redevances

(a) 16.1 À l'exception d'exonérations fiscales consenties en vertu du Compact ou d'un autre accord lié au Compact, disponible en anglais à l'adresse www.mcamorocco.ma , le Consultant peut être soumis à certaines Taxes, ainsi que définies dans le Compact, sur les montants à acquitter par MCA-Morocco au titre du présent Contrat conformément à la Législation applicable (maintenant ou ci-après en vigueur). Le Consultant acquitte toutes les Taxes imposées en vertu de la Législation applicable. En aucun cas MCA-Morocco n'est responsable du paiement ou du remboursement de Taxes. Dans le cas où des Taxes sont imposées au Consultant, le Prix d'adjudication ne doit pas être modifié pour prendre en compte lesdites Taxes.

(b) Sans préjudice des droits du Consultant en vertu de la présente clause, le Consultant prendra les mesures raisonnables requises

par MCA-Morocco ou le Gouvernement en ce qui concerne la détermination du statut fiscal décrit dans la présente clause 16 du CCAG.

- (c) Si le Consultant est tenu de payer des Taxes qui sont exonérées en vertu du Compact ou d'un accord connexe, le Consultant notifie promptement MCA-Morocco (ou tout agent ou représentant désigné par MCA-Morocco) de toute Taxe payée, et le Consultant coopère avec MCA-Morocco, la MCC ou l'un de leurs agents ou représentants, et prend les mesures qui peuvent être requises par MCA-Morocco, la MCC ou l'un de leurs agents ou représentants, en demandant le remboursement rapide et adéquat des Taxes en question.
- (d) MCA-Morocco veille de manière raisonnable à ce que le Gouvernement accorde au Consultant les exonérations d'impôt applicables au Consultant, conformément aux termes du Compact ou des accords connexes. Si MCA-Morocco ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du présent paragraphe, le Consultant a le droit de résilier le présent Contrat.

17. Règlement des différends à l'amiable

- 17.1 Les Parties doivent chercher à résoudre tout litige à l'amiable par consultation mutuelle.

18. Règlement des différends

- 18.1. A défaut d'un règlement amiable dans les 30 jours suivant la notification du différend par l'une des parties à l'autre, le litige sera tranché par voie d'arbitrage conformément à la loi marocaine n°08-05.

Les parties conviennent de recourir à l'arbitrage ad hoc assuré par un arbitre unique choisi d'un commun accord des parties. A défaut d'un tel accord, l'arbitre sera désigné par le Tribunal compétent sur requête de la partie la plus diligente.

La langue d'arbitrage est le français.

La sentence arbitrale est définitive et obligatoire. Nonobstant toute référence à l'arbitrage visé dans la présente Lettre d'invitation, les Parties continuent de remplir leurs obligations respectives en vertu du Contrat.

- 18.2 La MCC a le droit d'assister en tant qu'observateur à toute procédure d'arbitrage relative au présent Contrat, à sa seule discrétion, mais pas l'obligation de participer à une procédure d'arbitrage quelconque. Que la MCC soit un observateur ou pas d'un arbitrage relatif au présent Contrat, les Parties doivent

fournir à la MCC des transcriptions écrites en anglais de toute procédure ou audience d'arbitrage et une copie de la sentence motivée dans les dix (10) jours suivant a) chaque procédure ou audience ou b) la date à laquelle une telle sentence est rendue. La MCC peut faire valoir ses droits en vertu du présent Contrat dans le cadre d'un arbitrage mené conformément à la présente disposition ou en intentant une action devant tout tribunal compétent. L'acceptation par la MCC du droit d'assister en tant qu'observateur à l'arbitrage ne constitue pas un consentement à la compétence des tribunaux ou de tout autre organe d'une juridiction ou à la compétence d'un groupe spécial d'arbitrage.

Annexe 1 : Politique de la MCC – Fraude et Corruption

La Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption est disponible à l'adresse suivante:

<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption>

Annexe 2 : Politique de la MCC – Annexe aux Dispositions générales

Les Dispositions générales de la politique de la MCC sont disponibles à l'adresse :

<https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions>

APPENDICES

APPENDICE A – DESCRIPTION DES SERVICES ET RAPPORTS

APPENDICE B – CURRICULUM VITAE DU CONSULTANT

APPENDICE C – COORDONNEES BANCAIRES DU CONSULTANT

APPENDICE D – CONDITIONS FINANCIERES

INSERER LE PLAN DE PAIEMENT ET REMISE DES LIVRABLES